

Cote du document: EB 2020/LOT/P.5/Rev.1
Date: 17 juin 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémorandum du Président

**Proposition de financement additionnel
en faveur du**

**Royaume hachémite de Jordanie
pour le**

**Projet d'appui à la croissance économique et à
l'emploi en milieu rural**

Numéro du projet: 1100001740

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directrice régionale
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Mohamed Abdelgadir
Directeur de pays
téléphone: +202 2594 372
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion du risque	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
IV. Exécution	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	11
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Khalida Bouzar
Directeur de pays:	Mohamed Abdelgadir
Responsable technique du projet:	Myriam Fernando
Responsable de la gestion financière:	Aziz Al-Athwari
Spécialiste climat et environnement:	Tarek Abdel Monem
Juriste:	Paul Édouard Clos

Sigles et acronymes

JEDCO	Jordan Enterprise Development Corporation (Société jordanienne d'aide au développement des entreprises)
JEPA	Jordan Exporters and Producers Association (Association des exportateurs et producteurs de Jordanie)
JSMO	Jordan Standards and Metrology Organization (Organisation jordanienne de normes et de métrologie)
NARC	Centre national de recherche agricole
UGCP	Unité de gestion et de coordination du projet
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
REGEP-AF	Projet d'appui à la croissance économique et à l'emploi en milieu rural en Jordanie – financement additionnel

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire	Royaume hachémite de Jordanie
Organisme d'exécution:	Jordan Enterprise Development Corporation (JEDCO)
Coût total du projet	39,17 millions d'UDS (projet initial: 15,1 millions d'USD)
Montant du financement initial du FIDA:	7,67 millions de DTS (soit l'équivalent approximatif d'un prêt de 10,84 millions d'USD et d'un don de 0,5 million d'USD)
Conditions du prêt initial du FIDA:	Conditions ordinaires: 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Montant du prêt additionnel du FIDA:	11,35 millions d'EUR, soit l'équivalent de 12,5 millions d'USD
Conditions du prêt additionnel du FIDA:	Conditions ordinaires: 35 ans, y compris un différé d'amortissement de quatre ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence établi par le FIDA assorti d'une marge fixe
Montant du don additionnel du FIDA:	0,635 million d'EUR, soit l'équivalent de 0,7 million d'USD
Cofinanceurs:	Centre national de recherche agricole, 1,62 million d'USD Jordan Enterprise Development Corporation (JEDCO), Jordan Standards and Metrology Organization (JSMO), banque centrale de Jordanie, 0,3 million d'USD Secteur privé: 1,80 million d'USD
Déficit de financement:	5,0 millions d'USD
Montant du cofinancement:	8,72 millions d'USD (y compris le déficit de financement)
Conditions du cofinancement:	Dons et contributions en nature
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	1,05 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,02 million d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 44.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet d'appui à la croissance économique et à l'emploi en milieu rural en Jordanie (REGEP), publié sous la cote EB 2014/LOT/P.18/Rev.1 et dont la date d'achèvement était fixée au 31 mars 2021, a été approuvé en décembre 2014. Sa conception prend en compte les recommandations de l'évaluation du programme de pays demandée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA en 2012 et témoigne d'une profonde modification de la stratégie poursuivie par le Fonds en Jordanie. Il privilégie la fourniture d'un appui à la valorisation des filières avec la participation du secteur privé; les interventions poursuivies jusque-là par le FIDA en Jordanie portaient sur la conservation des sols et de l'eau et ne bénéficiaient donc pas aux ménages sans terre et aux pauvres. Le financement du projet, qui s'est chiffré au total à 15,18 millions d'USD, a été assuré par le FIDA, les bénéficiaires, des partenaires de financement nationaux et le Gouvernement jordanien. Le projet a contribué de manière efficace à la création d'emplois pour les jeunes et pour les femmes en leur offrant la possibilité d'améliorer leurs compétences dans le domaine de la production horticole. Il a aidé à élargir l'accès au crédit rural grâce à la participation de banques commerciales au financement du secteur agricole. Étant donné le succès de ce projet, le Gouvernement jordanien a sollicité un prêt supplémentaire de 12,5 millions d'USD et un don additionnel du FIDA de 0,7 million d'USD pour conforter les résultats obtenus et élargir les zones couvertes. Les dates d'achèvement et de clôture seront repoussées de trois ans et fixées au 31 mars 2024 et au 30 septembre 2024, respectivement.
2. L'extension du projet, intitulé REGEP-financement additionnel (REGEP-AF), améliorera l'alignement des activités sur les grandes stratégies du Gouvernement jordanien, en particulier la stratégie nationale de l'eau (2008–2022), la politique nationale sur les changements climatiques (2013–2020) et le système d'information sur la riposte de la Jordanie à la crise syrienne. Le REGEP-AF cadre avec la note de stratégie de pays pour la Jordanie 2020–2021 et avec le Cadre stratégique du FIDA 2016–2025, ses objectifs stratégiques et ses politiques institutionnelles. Il prend en compte les disparités entre les sexes, les préoccupations concernant les jeunes et le climat, et contribue directement à la réalisation des priorités de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. Il est conforme aux directives de ciblage révisées établies en 2019 par le FIDA ainsi qu'aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) de 2017, et il contribue au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux 2019–2021 et à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

B. Description du projet initial

3. Le projet comprend les deux composantes suivantes: i) valorisation des filières et création d'entreprises; ii) financements ruraux inclusifs. L'objectif de développement du REGEP est de créer des emplois productifs pour les populations rurales pauvres et vulnérables et de leur offrir des possibilités d'activités rémunératrices. Le projet vise directement les principales priorités stratégiques du Gouvernement, qui consistent notamment à: assurer un meilleur accès aux financements dans les zones rurales; intégrer les petits exploitants agricoles dans les filières et améliorer l'efficacité et l'organisation de ces dernières; accroître les exportations de fruits et de légumes qui incorporent une forte valeur en eau; créer des possibilités d'emploi en milieu rural. L'approche suivie dans le cadre du projet

repose sur: i) le ciblage des petits exploitants, des entrepreneurs ruraux ainsi que des personnes sans emploi ou sous employées dans les zones rurales; ii) le renforcement de leurs capacités techniques et commerciales; iii) l'augmentation de l'accès aux services financiers ruraux; iv) l'amélioration de la manutention après la récolte, des normes de qualité et de la certification des produits.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

4. Le Royaume hachémite de Jordanie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui comptait 10,546 millions d'habitants à la fin de 2019. La Jordanie a subi d'importants chocs économiques et sociaux au cours des dernières années. Les conflits régionaux sévissant en Syrie et en Iraq, qui sont ses principaux partenaires commerciaux, ont fortement compromis les circuits commerciaux du pays et les entrées de capitaux. Le taux de pauvreté national était, selon les estimations du Département de statistique de la Jordanie basées sur une enquête sur les dépenses et les revenus des ménages, de 15,7% en 2017–2018. Le traumatisme imprévu infligé par la pandémie de COVID-19 pose un défi supplémentaire à l'économie jordanienne. Les tensions politiques associées à une économie défaillante et à de nouveaux problèmes sans précédent accroîtront très probablement les incertitudes, les risques politiques et les troubles sociaux.
5. La Jordanie affiche un indice des inégalités entre les sexes de 0,460, et se trouvait, sur cette base, en 108^e position sur un total de 160 pays en 2017. Le taux d'activité est de 14% pour les femmes, contre 63,7% pour les hommes¹. Selon les estimations, le taux de chômage s'est établi à 27,2 % pour les femmes contre 17,1% pour les hommes au deuxième trimestre de 2019². Les Jordaniennes ont un taux d'entrepreneuriat de 4,5%, soit l'un des plus faibles au monde, tandis que ce taux est de 15,8% pour les hommes³.
6. La Jordanie comptait 1 946 700 jeunes (âgés de 15 à 24 ans) en 2016. Ces derniers sont confrontés à de nombreuses difficultés en Jordanie, principalement le chômage qui touche 40% des personnes appartenant à cette tranche d'âge. Dans les zones rurales, le principal problème pour le Gouvernement consiste à offrir des possibilités attractives d'emploi et de génération de revenus aux jeunes. La dénutrition n'est un problème grave ni pour les Jordaniens ni pour les réfugiés.
7. La Jordanie est l'un des quatre pays les plus secs du monde. Le manque d'eau est exacerbé par les changements climatiques, qui ont déjà réduit les précipitations et accru les températures. Diverses interventions d'adaptation sont poursuivies dans le pays, telles que: l'augmentation de l'efficacité des systèmes d'irrigation; l'adoption de technologies permettant d'économiser l'eau, comme l'irrigation au goutte-à-goutte et la culture hydroponique; la sensibilisation aux méthodes agricoles intelligentes sur le plan climatique et aux systèmes de conservation des sols et de stockage de l'eau, notamment grâce à la collecte des eaux pluviales dans les exploitations. Les interventions d'atténuation comprennent: la protection des terres boisées; la remise en état des écosystèmes forestiers dégradés; la promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables dans le cadre de l'agriculture et de la production alimentaire.
8. Le REGEP couvre un secteur dans lequel la Jordanie jouit d'avantages comparatifs, à savoir la production de cultures maraîchères et de certaines essences d'arbres, en particulier en hiver. Le Gouvernement souhaite saisir les possibilités qui s'offrent sur le marché par suite de la situation qui règne en Syrie et en Iraq. Le pays a connu une rapide croissance grâce à l'expansion des systèmes d'irrigation, à la

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (2018), Note d'information sur le Rapport sur le développement humain 2019 établie pour la Jordanie.

² Organisation internationale du Travail (2019), Emploi et questions sociales dans le monde.

³ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2016), *Country Gender and Economic Profiles*.

plasticulture et aux variétés hybrides de produits maraîchers. Il a pu forger des partenariats productifs avec des institutions publiques, comme le Ministère de l'agriculture, le centre national de recherche agricole (NARC), la Jordan Exporters and Producers Association (Association des exportateurs et producteurs de Jordanie [JEPA]) et la Jordan Standards and Metrology Organization (Organisation jordanienne de normes et de métrologie [JSMO]).

9. Le projet en cours touche 7 490 bénéficiaires (67% du total prévu) et devrait atteindre ses cibles d'ici son achèvement. L'enquête annuelle sur les résultats menée en 2019 indique que les mécanismes de ciblage donnent de bons résultats et permettent essentiellement d'atteindre les petits exploitants pratiquant une agriculture à vocation commerciale: 84% des bénéficiaires commercialisent leur production et seulement 15% ne cultivent leur terre que pour leur propre consommation. Ces petits exploitants possèdent de petites parcelles ou bien louent des terrains.
10. Les activités de communication ont dépassé la cible fixée à 3 369 pour les femmes (120%) et ont pratiquement atteint la cible de 2 246 personnes adoptée pour les jeunes (91%). Le projet a prouvé son efficacité en créant plus de 1 300 emplois équivalents temps plein (ETP) et a offert d'importantes possibilités aux participants d'améliorer leurs compétences dans le domaine de la production horticole grâce aux fermes-écoles. Selon la fondation Jordan River, en 2018, 65% des membres des groupes d'épargne et de crédit ont tiré un revenu de la vente ou de la transformation de produits agricoles, et 47% d'entre eux ont fait état d'une augmentation de leurs revenus provenant de la production agricole. Au 30 septembre 2019, le taux global de décaissement du projet était de 61%. Le taux de décaissement des fonds de contrepartie était de 52% et celui des décaissements provenant d'autres sources de financement nationales était de 29%.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

11. Le REGEP a jusqu'à présent été mis en œuvre dans cinq gouvernorats — Mafraq, Al Balqa, Jerash, Ajloun et Madaba — où le taux de pauvreté dépasse 15%. Grâce au financement additionnel dont il bénéficiera, le REGEP-AF étendra le champ des opérations aux gouvernorats d'Irbid, de Zarqa, de Karak, de Tafilah et de Maan, et couvrira ainsi l'intégralité du territoire national. Ces nouvelles régions sont plus rurales, plus pauvres, plus vulnérables et ont une densité de population supérieure à la moyenne nationale. Le projet ciblera les ménages ruraux vivant en dessous du seuil de pauvreté ainsi que les ménages ruraux vulnérables se trouvant au-dessus du seuil de pauvreté, mais courant un risque élevé de tomber dans la pauvreté.
12. Les principaux groupes ciblés par le projet sont: i) les ménages très pauvres et extrêmement vulnérables, y compris les réfugiés; ii) les ménages ayant de faibles revenus qui souffrent de pauvreté transitoire, y compris les agriculteurs non professionnels et les microentrepreneurs; iii) les ménages mieux nantis y compris les agriculteurs professionnels et les petits entrepreneurs; iv) les moteurs de transformation, à savoir les moyennes et grandes exploitations et entreprises commerciales. Le manuel d'exécution du projet a été adapté de manière à assurer le ciblage des réfugiés syriens, qui n'était pas prévu dans la conception du projet initial, ainsi que le ciblage inclusif des groupes de populations pauvres.
13. Le nombre définitif des bénéficiaires du REGEP a été fixé à 11 230 à la suite de l'examen à mi-parcours (2018). Le REGEP-AF devrait permettre d'atteindre 10 000 ménages de plus, soit 47 000 bénéficiaires. Ces derniers comprennent des familles très pauvres (environ 4 500) et des ménages souffrant de pauvreté transitoire (environ 3 700), qui recevront des formations assurées par les fermes-écoles et les groupes d'épargne et de crédit ainsi que des financements sous forme de dons et de microcrédits (en particulier pour les personnes souffrant de pauvreté transitoire). Quelque 1 900 bénéficiaires mieux nantis, parmi lesquels des agriculteurs commerciaux et des entreprises de taille moyenne à grande,

bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités, qui leur permettra d'obtenir accès à des prêts de montants moyens à élevés dans le cadre du projet. Les femmes constituent 45% des bénéficiaires et les jeunes 30%. Les ménages de réfugiés, qui sont censés participer aux formations assurées par les groupes d'épargne et de crédit, devraient représenter 30% des membres de ces groupes, soit environ 1 500 ménages (ou encore 15% du nombre total de bénéficiaires).

C. Composantes, résultats et activités

14. Le REGEPE-AF devrait produire les résultats suivants: i) amélioration de la résilience des producteurs face aux pénuries d'eau et aux changements climatiques; ii) amélioration des capacités techniques des petits exploitants à l'appui de la production et de la productivité de cultures à forte valeur ajoutée grâce à l'utilisation durable de ressources rares; iii) renforcement de l'intégration aux marchés et, par conséquent, amélioration de la qualité et accroissement des quantités de produits commercialisés; iv) élargissement de l'accès à des marchés nationaux et internationaux à haute valeur ajoutée; v) capacité d'obtenir accès à des services financiers viables en temps opportun.
15. **Composante 1: valorisation des filières et création d'entreprises.** Cette sous-composante a pour objet de s'attaquer aux principaux obstacles rencontrés au niveau des filières de manière à améliorer l'accès à des marchés nationaux et internationaux à forte valeur ajoutée, à améliorer les normes de qualité et à renforcer les liens au sein des filières.
16. **Mobilisation, renforcement des capacités et développement des entreprises.** Cette sous-composante doit promouvoir l'intégration dans des marchés à forte valeur ajoutée et l'amélioration des capacités commerciales des groupes d'épargne et de crédit, des fermes-écoles, des groupes de producteurs et des bénéficiaires mieux nantis. Les enquêtes exploratoires menées dans les gouvernorats permettront de réaliser des analyses de filières intelligentes, notamment pour comprendre les besoins en matière de renforcement des capacités et recenser les investissements essentiels.
17. **Mise à niveau des filières.** Cette sous-composante contribuera à améliorer les filières grâce à l'établissement de plans d'entreprise, à des formations, à des visites de démonstration et des activités de facilitation ayant pour objet d'élargir l'accès à des marchés à forte valeur ajoutée et à des instruments financiers, et de relever le niveau de qualité. Deux guichets de financement — concernant respectivement: i) les investissements dans l'amélioration des filières; ii) les propositions novatrices axées sur la résilience face aux changements climatiques, l'utilisation économique des ressources naturelles et l'emploi — fourniront un appui aux ménages pauvres et vulnérables, c'est-à-dire les réfugiés, les ménages ayant de faibles revenus et les microentrepreneurs. Les ressources financeront des investissements dans l'amélioration des filières et dans des projets novateurs.
18. **Gestion des savoirs, apprentissage et appui aux politiques.** Cette sous-composante sera exécutée en étroite collaboration avec les principaux partenaires de développement, de manière à améliorer le cadre général de l'action publique pour les petits agriculteurs et les entrepreneurs ruraux, en particulier les femmes et les jeunes. Le projet donne actuellement lieu à des entretiens sur les meilleurs moyens d'assurer des services de vulgarisation aux petits exploitants et les meilleures manières pour ces derniers d'utiliser les technologies numériques pour obtenir des conseils techniques essentiels. Il sera toutefois nécessaire de déployer de plus amples efforts pour mettre à l'essai et utiliser les technologies de pointe et mettre à niveau les systèmes actuels de communication sur la production agricole.
19. **Composante 2: financements ruraux inclusifs.** Des lignes de crédit seront établies aux fins: i) de l'octroi de financements aux institutions de microfinance proposant des prêts à hauteur de 10 000 USD à des microentrepreneurs et à des exploitants; ii) de l'octroi de financements à des banques commerciales proposant à

des petites et moyennes entreprises rurales et à des exploitants des prêts de montants plus élevés (50 000 USD–100 000 USD). Les bénéficiaires contribueront aux financements dans des proportions allant de 20% (microcrédits) à 40% (prêts plus importants). Les décaissements des prêts seront assujettis à l'approbation d'un plan d'activité inclusif par l'Unité de gestion et de coordination du projet (UGCP), conformément à des critères d'admissibilité particuliers énoncés dans le manuel d'exécution du projet révisé.

20. **Formation et renforcement des capacités.** Cette sous-composante vise à renforcer les capacités dont disposent les banques commerciales et les institutions de microfinance pour accorder des prêts et des microcrédits aux bénéficiaires ciblés. Le programme de renforcement des capacités donnera lieu à la réalisation d'études et d'évaluations et à des formations portant sur: le développement de produits; la gestion et l'évaluation du risque de crédit; les stratégies de commercialisation; la comptabilité des entreprises agroalimentaires; l'établissement de budgets de trésorerie et les techniques d'analyse de sensibilité; l'évaluation et le suivi des prêts.
21. **Gestion des savoirs et appui aux politiques.** Cette sous-composante a pour objet de fournir de plus amples informations aux institutions de microfinance et aux banques commerciales pour les inciter davantage à accorder des prêts aux agriculteurs et aux micro-, petites et moyennes entreprises agricoles. Les activités prévues couvrent: i) la mobilisation d'épargne par les institutions de microfinance; ii) l'établissement de mécanismes de garantie différents et de systèmes de financement mutualisés; iii) l'octroi de prêts au secteur agricole et le financement intégré des filières.

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

22. Compte tenu du financement additionnel, le coût total du REGEP se chiffrera à 39,17 millions d'USD, contre 15,18 millions d'USD pour le projet initial. Le financement additionnel se monte à 23,99 millions d'USD, et provient pour 13,20 millions d'USD du FIDA, pour 5,79 millions d'USD de financements nationaux de contreparties, du secteur privé, des bénéficiaires et des partenaires d'exécution; le déficit de financement est de 5,00 millions d'USD. La contribution totale du FIDA atteindra 24,54 millions d'USD. Le tableau ci-après indique les grandes lignes du coût total cumulé du projet. Les bénéficiaires apporteront leur contribution en nature tandis que les contreparties fourniront la leur en espèces ainsi qu'en nature, notamment en accordant des exemptions au titre de droits de douane et de taxes.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	10 842	12 500	23 342
Don du FIDA	500	700	1 200
Déficit de financement		5 003	5 003
Secteur privé		1 800	1 800
Bénéficiaires	600	1 025	1 625
NARC	1480	1 618	3 098
Banque centrale, JEDCO et JSMO	329	300	629
Gouvernement	1 432	1 046	2 478
Total	15 183	23 992	39 175

Tableau 2

Financement additionnel: coûts du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Gouvernement		Prêt additionnel du FIDA		Don additionnel du FIDA		Bénéficiaires		Secteur privé		Banque centrale, JEDCO, JSMO		NARC		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
1. Valorisation des filières et création d'entreprises	854	5,1	7 533	44,9	700	4,2	1 025	6,1	-	-	47	0,3	1 618	9,6	5 003	29,8	16 781	69,9
2. Financements ruraux inclusifs	81	1,6	3 128	61,9	-	-	-	-	1 800	35,6	40	0,8	-	-	-	-	5 049	21,0
3. Gestion du projet	110	5,1	1 839	85,0	-	-	-	-	-	-	214	9,9	-	-	-	-	2 163	9,0
Coût total du projet	1 046	4,4	12 500	52,1	700	2,9	1 025	4,3	1 800	7,5	300	1,3	1 618	6,7	5 003	20,9	23 992	100,0

Tableau 3

Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		Prêt additionnel du FIDA		Don additionnel du FIDA		Bénéficiaires		Secteur privé		Banque centrale, JEDCO, JSMO		NARC		Déficit de financement		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
I. Dépenses d'investissement																			
A. Matériel et fournitures	7	1,8	38	9,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	371	89,0	417	1,7	
B. Services de consultants	267	14,5	1 353	73,5	-	-	-	-	-	-	87	4,7	-	-	135	7,3	1 841	7,7	
C. Études	17	8,1	88	42,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	102	49,3	207	0,9	
D. Crédit	-	-	2 700	60,0	-	-	-	-	1 800	40	-	-	-	-	-	-	4 500	18,8	
E. Formation	508	11,3	2 667	59,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 312	29,2	-	-	4 488	18,7
F. Ateliers	216	16,0	827	61,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	306	22,7	-	-	1 349	5,6
G. Dons	-	-	3 400	35,7	700	7,3	1 025	10,8	-	-	-	-	-	-	4 395	46,2	9 520	39,7	
Total des dépenses d'investissement	1 015	4,5	11 074	49,6	700	3,1	1 025	4,6	1 800	8,1	87	0,4	1 618	7,2	5 003	22,4	22 322	93,0	
II. Dépenses récurrentes																			
A. Traitements et salaires	-	-	1 295	89,7	-	-	-	-	-	-	148	10,3	-	-	-	-	1 443	6,0	
B. Exploitation et entretien	32	13,8	131	57,4	-	-	-	-	-	-	66	28,8	-	-	-	-	228	0,9	
Total des dépenses récurrentes	32	1,9	1 426	85,3	-	-	-	-	-	-	214	12,8	-	-	-	-	1 671	7,0	
Coût total du projet	1 046	4,4	12 500	52,1	700	2,9	1 025	4,3	1 800	7,5	300	1,3	1 618	6,7	5 003	20,9	23 992	100	

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Valorisation des filières et création d'entreprises	3 505	21	4 713	28	5 109	30	3 453	21	-	-	16 780
2. Financements ruraux inclusifs	1 047	21	2 857	57	1 008	20	112	2	25	0,5	5 049
3. Gestion du projet	354	16	476	22	508	23	518	24	307	14	2 163
Total	4 906	20	8 046	34	6 625	28	4 083	17	332	1	23 992

Stratégie et plan de financement et de cofinancement du projet

23. Le coût total du projet, y compris le financement additionnel, est de 39,17 millions d'USD. Le financement du FIDA se compose de prêts à hauteur de 23,34 millions d'USD et de dons à hauteur de 1,20 million d'USD. Les contributions des cofinanceurs se chiffrent désormais à 9,63 millions d'USD et proviennent pour 2,48 millions d'USD du Gouvernement jordanien, pour 1,8 million d'USD du secteur privé, pour 1,62 million d'USD des bénéficiaires, pour 3,1 millions d'USD du NARC, et pour 0,63 million d'USD de la banque centrale de Jordanie, de la JSMO et de la Jordan Enterprise Development Corporation (Société jordanienne d'aide au développement des entreprises [JEDCO]). Le montant restant à financer, soit 5 millions d'USD, sera mobilisé auprès d'autres cofinanceurs durant la mise en œuvre. Chaque dollar apporté au financement par le FIDA mobilise 40 centimes d'USD de contributions nationales.

Décaissement

24. Le projet ouvrira deux comptes désignés à la banque centrale de Jordanie, dans lesquels seront déposés les fonds supplémentaires accordés par le FIDA sous forme de prêts et de dons. Les financements seront transférés des comptes désignés aux comptes d'exploitation respectifs, libellés en dinars jordaniens, ouverts à la Jordan Commercial Bank par le projet et gérés par l'UGCP. Des comptes distincts seront tenus pour les recettes et les dépenses relatives à chaque source de financement. Des demandes de retrait trimestriel devront être soumises dans le cadre du projet en vue de la reconstitution des ressources affectées à ces comptes.

Résumé des avantages et analyse économique

25. Le financement additionnel devrait procurer des avantages par suite: i) de l'accroissement des rendements et de la productivité des cultures découlant d'une utilisation durable des ressources en eau et du renforcement des pratiques agricoles; ii) d'une augmentation de la proportion de la production agricole commercialisée; iii) de la réduction des pertes aux stades de la production, de la transformation et du transport des produits agricoles grâce à l'adoption de technologies novatrices et à l'amélioration des infrastructures rurales; iv) de l'amélioration de la qualité des produits, qui permettra d'accroître leur prix et de satisfaire la demande des transformateurs/négociants qui souhaitent bénéficier d'approvisionnements plus fiables; v) de la création d'emplois dans des activités agricoles et non agricoles pour les employés salariés ou la main-d'œuvre familiale; vi) de l'augmentation des recettes fiscales par suite de l'accroissement de la production imposable.
26. Selon l'analyse économique et financière du projet, les gains totaux associés aux investissements réalisés dans le cadre du projet sont notables et robustes. L'analyse fait état d'un taux de rentabilité économique interne de 21,8%, ce qui cadre avec les observations effectuées pour le financement initial, et d'une valeur actuelle nette de 11,5 millions d'USD sur 20 ans, sur la base des bénéfices quantifiables des activités entreprises grâce au financement additionnel.

Stratégie de retrait et durabilité

27. La stratégie de retrait et la durabilité du REGEP seront fonction de l'accroissement des capacités des bénéficiaires et des partenaires, et d'un renforcement des institutions qui permettra de reproduire à plus grande échelle les avantages et les services. Cela implique l'adoption de mesures visant à: renforcer les capacités de la JEDCO et resserrer sa collaboration avec d'autres ministères, partenaires et prestataires de services pertinents; exploiter les fonds du REGEP pour attirer des financements supplémentaires; mobiliser le secteur privé grâce à l'établissement d'un partenariat avec la JEPA; diffuser largement les exemples de succès et les expériences productives du REGEP. Il est notamment prévu de renforcer les organisations communautaires par l'intermédiaire des groupes d'épargne et de crédit, des fermes-écoles et groupes de producteurs ainsi que leurs interconnexions de manière à accroître leur autonomie et leur viabilité financière.

III. Gestion du risque

A. Risques et mesures d'atténuation

28. Parmi les principaux risques recensés et les mesures d'atténuation correspondantes, on trouve:

Risques	Note	Mesures d'atténuation
Poursuite de l'instabilité politique par suite de nouvelles entrées de réfugiés et de l'absence d'accès aux marchés et aux circuits commerciaux	Moyen	Adoption d'une approche inclusive pour cibler les réfugiés Apport d'un soutien stratégique, réalisation d'études et activités de renforcement des capacités pour préparer les participants aux filières à une amélioration des conditions économiques et commerciales
Gestion et risques financiers	Moyen	Renforcement de l'équipe de gestion financière actuelle grâce au recrutement d'un comptable supplémentaire, à l'amélioration du système informatique de comptabilité et à la mise à jour du manuel d'exécution du projet et des modalités d'audit externe et interne
Risques associés aux marchés, y compris le manque de capacité des institutions rurales et l'absence de sens des affaires des petits exploitants	Moyen	Renforcement du rôle de la JEPA, en particulier aux fins du développement de filières à vocation commerciale
Manque de synergie entre les composantes et les sous-composantes et insuffisance des capacités des partenaires d'exécution et de collaboration entre ces derniers	Faible	Apport de modifications précises à la conception pour assurer l'existence de liens au sein et entre les composantes Renforcement des rôles de l'UGCP et du comité de coordination technique de manière à assurer la complémentarité et la coordination des composantes, ainsi que la création de synergies entre ces dernières; suivi attentif des guichets de financement et de l'application de procédures de décaissement fondées sur le respect des conditions Supervision régulière par le FIDA et établissement d'un manuel d'exécution du projet détaillé
Les jeunes jordaniens ne sont pas attirés par les travaux agricoles traditionnels et sont remplacés par des migrants, venant, pour la plupart d'Egypte	Moyen	Offre aux jeunes de possibilités d'adopter des technologies modernes et intelligentes, accroissement de l'accès à des financements et à des facteurs de production améliorés pour susciter leur intérêt et accroître la productivité agricole
Aggravation des pénuries d'eau dans le pays	Élevé	Adoption de technologies d'irrigation et de production agricole, et pratiques optimisant l'utilisation rationnelle de l'eau et la productivité
Vulnérabilité grandissante des exploitations aux changements climatiques	Élevé	Poursuite d'investissements dans l'adaptation aux changements climatiques

B. Catégorie environnementale et sociale

29. Le REGEP ciblera les petits exploitants et les entrepreneurs ruraux en portant une attention particulière aux femmes et aux jeunes, conformément au programme international visant à ne laisser personne de côté et au plan élaboré par la Jordanie pour faire face à la crise syrienne (2017-2019), qui couvre les réfugiés. Il intégrera systématiquement l'inclusion sociale et la viabilité environnementale dans son approche des filières et dans sa composante relative à la finance rurale et il sera conçu de manière à éviter toute dégradation sociale ou environnementale sans précédent ou irréversible. Le REGEP est donc considéré comme un projet posant un risque modéré et rentre de ce fait dans la catégorie B selon les PESEC du FIDA. Un plan de gestion environnementale et sociale doit être établi pour chacune des composantes du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

30. Les interventions proposées réduiront la vulnérabilité des populations cibles et des ressources aux risques climatiques, et contribueront à accroître la capacité d'adaptation des populations rurales visées grâce: à la diversification des moyens d'existence; à l'amélioration de l'accès aux marchés; au développement des microentreprises; à l'accès à la finance rurale au service de l'adaptation aux pénuries d'eau et des investissements dans les énergies renouvelables. Le risque climatique posé par le projet est donc jugé modéré selon les PESEC du FIDA.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

31. Le REGEP-AF cadre avec la note de stratégie de pays 2020-2021 pour la Jordanie⁴, le Cadre stratégique du FIDA et ses objectifs stratégiques ainsi que ses politiques institutionnelles telles qu'elles sont présentées dans la Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé 2019-2024 et dans la Politique du FIDA relative aux entreprises rurales 2004. Le REGEP-AF prend en compte les disparités entre les sexes, intègre systématiquement les questions concernant les jeunes, la nutrition et le climat et contribue directement à la réalisation des priorités de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. Il est conforme aux directives de ciblage révisées établies en 2019 par le FIDA et aux PESEC 2017⁵ du Fonds, et il contribue au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux 2019-2021 et à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

32. La JEDCO continuera d'assumer les fonctions de principal organisme technique, et l'UGCP actuelle assurera l'exécution des activités courantes du projet. La JEDCO supervisera, coordonnera et suivra les interventions mises en œuvre par les prestataires de services et les partenaires. Elle présidera les réunions du comité technique.
33. La performance des partenaires d'exécution et des prestataires de services retenues est adéquate, et les rôles de chacun spécifiés de manière détaillée dans le financement additionnel; comme indiqué ci-après:
- i) Le NARC assurera des services de formation technique et de renforcement des capacités aux membres des fermes-écoles et groupes de producteurs, conformément à l'approche des filières du projet. Il travaillera essentiellement sur la ou les filières mettant l'accent sur les pauvres et, dans la mesure du possible, sur la ou les filières à vocation commerciale.

⁴ Voir la note de stratégie de pays 2020-2021 pour la Jordanie formulée par le FIDA en décembre 2019.

⁵ La première phase du REGEP a été conçue avant l'adoption des nouvelles PESEC par le FIDA. Le REGEP-AF est conforme aux PESEC jointes au présent mémorandum, y compris au plan de gestion environnementale et sociale.

- ii) Un prestataire de services choisi⁶ suivant une procédure concurrentielle sera chargé des questions de mobilisation et de sensibilisation des petits exploitants, et aidera à former les groupes d'épargne et de crédit, tout en accordant un soutien général aux opérations de ciblage, notamment en aidant les groupes ciblés à participer aux filières. Le prestataire de services organisera les activités de renforcement des capacités tout au long de la filière des exploitants pauvres. Il facilitera l'accès au guichet de financement et aidera les bénéficiaires à préparer des plans d'activité viables.
 - iii) La JEPA aidera les gros producteurs à poursuivre leurs activités le long de la filière ou des filières à vocation commerciale et facilitera l'accès de ce groupe au dispositif de finance rurale. Elle aidera les producteurs s'efforçant d'obtenir des prêts à préparer des plans d'activité inclusifs et viables.
 - iv) La JSMO continuera de fournir aux bénéficiaires des formations et des connaissances portant sur les normes sanitaires, sécuritaires et de qualité.
 - v) La banque centrale de Jordanie sera chargée de la mise en œuvre de la composante relative à la finance rurale. Un accord subsidiaire entre le Ministère de la planification et de la coopération internationale, la JEDCO et la banque centrale de Jordanie permettra à cette dernière d'obtenir des financements du projet qu'elle rétrocédera à des banques et à des institutions de microfinance agréées et sélectionnées sur une base concurrentielle.
34. Le comité directeur du projet, présidé par le Ministre de la planification, continuera de définir les orientations générales. Il se composera de représentants de la JEDCO, de la banque centrale de Jordanie, de la JEPA, du NARC, de la JSMO, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'environnement, du Ministère de l'eau et de l'irrigation et d'un représentant du prestataire de services et du secteur privé. Le directeur de l'UGCP assumera les fonctions de secrétaire du comité directeur. Ce dernier se réunira sur une base trimestrielle dans le but de présenter les orientations stratégiques du projet. Il tiendra également des réunions concernant les propositions de financement en tant que de besoin. Le projet aura un comité de coordination technique. Celui-ci, qui sera présidé par le directeur du projet, regroupera des membres de l'UGCP et les coordonnateurs de la banque centrale de Jordanie, de la JEPA, du NARC, de la fondation Jordan River ou autre prestataire de services, et de la JSMO. Il aura principalement pour mission de veiller au maintien de l'articulation entre les deux composantes et au sein de chacune d'entre elles. Le projet aura aussi un comité de l'évaluation, qui se réunira pour évaluer les propositions de financement. Les décisions finales en la matière seront prises par le comité directeur du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

35. **Gestion financière.** Le risque au niveau du pays est jugé moyen. La Jordanie se trouvait en 60^e position à l'échelle mondiale en 2019 sur la base de l'Indice de perception de la corruption établi par Transparency International. La dernière mission de supervision, effectuée en 2019, a jugé que la qualité de la gestion financière était plutôt satisfaisante. Elle a confirmé que les systèmes de contrôle interne continuaient d'être efficaces, mais a recensé certains domaines devant faire l'objet d'améliorations.
36. Le risque global du projet a été jugé moyen, et le risque résiduel faible. Les risques recensés seront atténués grâce: i) au renforcement de la structure de gestion financière actuelle de l'UGCP grâce au recrutement d'un comptable qualifié supplémentaire; ii) à la mise en place d'une fonction d'audit interne; iii) à la mise à jour du manuel d'exécution du projet actuel; iv) à la mise à niveau du logiciel de

⁶ Le prestataire de services retenu dans le cadre du projet initial, qui se poursuit, est la fondation Jordan River, dont la performance a été jugée satisfaisante.

comptabilité; v) à l'exercice d'un contrôle budgétaire efficace; vi) à la réalisation d'audits externes par un cabinet comptable extérieur.

37. **Passation des marchés.** En 2019, la Jordanie a procédé à d'importantes réformes structurelles qui ont donné lieu à l'adoption de nouvelles réglementations régissant divers aspects des transactions financières, notamment dans les domaines de l'insolvabilité, des paiements en ligne et de la passation des marchés publics. Il a été décidé, sur la base de l'examen de la nouvelle loi et d'une évaluation par la JEDCO des risques associés à la passation des marchés, d'exécuter le projet en suivant les procédures de passation des marchés nationales, dans le plein respect de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. La JEDCO sera chargée de toutes les activités du projet concernant la passation des marchés, à l'exception de celles qui sont couvertes par le mémorandum d'accord devant être signé avec des institutions publiques présélectionnées. Le responsable de la passation des marchés, détaché par la JEDCO, rendra compte au directeur de l'UGCP des activités de passation des marchés du REGEP.
38. **Prestataires de services.** Des mémorandums d'accord et des contrats fondés sur la performance seront signés avec certains consultants, fournisseurs et entrepreneurs. Les prestataires de services seront notamment: i) des institutions publiques présélectionnées (comme la JEDCO, la banque centrale de Jordanie, la JSMO et la JEPA), qui devront veiller à ce que les activités de passation des marchés auxquelles elles participent ou qui sont financées par le FIDA ou le Gouvernement respectent les procédures stipulées par ces derniers; ii) des entités de la société civile ou du secteur privé sélectionnés suivant une procédure concurrentielle (par exemple, des organisations non gouvernementales, des cabinets de conseil et des institutions de microfinance).

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

39. Le REGEP-AF bénéficiera d'un système de suivi-évaluation plus complet. Le système révisé d'établissement de rapports donnera lieu à la présentation des progrès accomplis par le projet par rapport aux cibles établies, ce qui permettra d'établir clairement la probabilité d'atteindre les résultats escomptés et, en fin de compte, l'objectif du projet. Ce système amélioré aidera l'UGPC à prendre les mesures correctives qui s'imposent et à formuler une stratégie de gestion des savoirs plus rigoureuse. Les outils proposés comprennent un solide système de gestion de l'information; la définition précise des rôles et des attributions en matière de gestion des savoirs au sein de l'UGCP; la facilitation de l'apprentissage en interne au niveau du programme et d'échanges entre projets; la réalisation d'études et d'évaluations de l'impact aux fins de la préparation de notes à l'intention du Gouvernement; la diffusion dans les sessions d'apprentissage de supports de formation portant sur les technologies et les pratiques agricoles. Des enquêtes seront périodiquement menées auprès des bénéficiaires et serviront à déterminer comment les groupes cibles perçoivent les activités. La Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA a inclus le REGEP dans la liste des projets retenus aux fins de la mise à l'essai de la nouvelle méthode. Une enquête de référence a déjà été réalisée pour ce projet. L'évaluation de l'impact final devrait toutefois prendre en compte les résultats de l'enquête de référence pour les nouveaux gouvernorats.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

40. Sous réserve de l'approbation du financement additionnel par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié de manière: i) à prendre en compte les montants du prêt et du don additionnels dans les catégories de dépenses existantes; ii) à reporter la date d'achèvement du projet à mars 2024 et

la date de clôture du prêt à septembre 2024. Un nouvel accord de financement précisant les nouvelles conditions de financement sera préparé et négocié.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

41. Un accord de financement entre le Royaume hachémite de Jordanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
42. Le Royaume hachémite de Jordanie est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

44. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume hachémite de Jordanie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à onze millions trois cent cinquante mille euros (11 350 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume hachémite de Jordanie un don d'un montant de six cent trente-cinq mille euros (635 000 EUR) qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo
Le Président

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target (phase 1)	End Target (phase 2)	Cumulative End target with AF	Source	Frequency	Responsibility
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members						M&E system	Annual	M&E officer
	Household members - Number of people			11 230	47 000	58 230			
	1.a Corresponding number of households reached						M&E system	Annual	M&E officer
	Households - Number			2 484	10 000	12 484			
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project						M&E system	Annual	M&E officer
	Females - Number			3 369	3 000	6 369			
	Males - Number			7 861	7 000	14 861			
	Young - Number				3 000	3 000			
	Total number of persons receiving services - Number of people			11 230	10 000	21 230			
Project Goal Rural poverty, vulnerability and inequality contained and reduced (from PSR 2013-2020)	Percentage of households with improvement in assets ownership index						Baseline Mid-term and Completion Survey	Baseline and completion	PMU
	Percent - Percentage (%)	0		20	20	20			
	Percentage of HHs with increased income and improved food security						Baseline Mid-term and Completion Survey	Baseline and completion	PMU
	Percent - Percentage (%)	0		15	15	15			
	Percentage reduction of rural poverty								
Development Objective Employment and income generating opportunities	Percent - Percentage (%)	26.1		23.5	23.5	23.5	Project Monitoring reports	Annually	M&E officer, DEF and JEPA
	2.2.1 New jobs created								
	Job owner - men - Number			2 571	895	3 466			
	New jobs - Number			4 674	1 627	6 301			

Results Hierarchy	Indicators				End Target (phase 2)	Cumulative End target with AF	Means of Verification		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target (phase 1)			Source	Frequency	Responsibility
created for rural poor and vulnerable, especially youth and women (from PRS 2013-2020)	Job owner - women - Number			2 103	732	2 835			
	Percent increase in beneficiary HHs' incomes						DOS	Baseline and Completion	M&E officer
	Percent - Percentage (%)	0	0	20	20	20			
Outcome 1 Technical capacity and competitiveness of smallholder farmers and rural MSMEs enhanced	Sales increase for smallholders and MSMEs/groups								
	Increase in farm gate value of sales for smallholders - Percentage (%)			20%	20%	20%	Trade statistics and Project M&E system	Baseline, Mid-term and Completion	M&E officer
	Increase in value of sales for supported MSMEs/group - Percentage (%)			30%	30%	30%	Trade statistics and Project M&E system	Baseline, Mid-term and Completion	M&E officer
	Number of Smallholders engaged in agribusiness activities						JEPA monitoring reports	Quarterly	JEPA
	Smallholders - Number	0	800	1 200		1200			
Output 1.1 Capacity of smallholders and rural MSMEs enhanced	Number of SCGs and FFS formed						Project Monitoring reports	Quarterly	M&E officer
	SCGs - Number	0	200	350	500	850			
	Women led SCGs - Number	0	100	175	200	375			
	SCGs members - Number			3500	6 000	9500	Project Monitoring reports	Quarterly	M&E officer
	Refugees members of the SCGs - Percentage			0	1500	1 500			
	FFS - Number			125	150	275			
	Males FFS members- Number	0	1500	1750	1 785	3 535	Project Monitoring reports	Quarterly	M&E officer

Results Hierarchy	Indicators				End Target (phase 2)	Cumulative End target with AF	Means of Verification		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target (phase 1)			Source	Frequency	Responsibility
Females FFS members - Number	0	1500	750	765	1 515				
Total number of FFS members - Number	0	3 000	2500	2 550	5 050				
1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							Business plans and progress reports from MSMEs and PAs	Quarterly	JEPA
Men trained in crop - Number			1 400	2 040	3 440				
Women trained in crop - Number			600	510	1 110				
Total persons trained in crop - Number of people			2 000	2 550	4 550				
2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management							Project Monitoring reports	Quarterly	M&E officer
Females - Number			1 200	7 944	9 144				
Males - Number			1 200	5 296	6 496				
Young - Number				5 296					
Persons trained in IGAs or BM (total) - Number			2 400	13 240	15 640				
Output 1.2 Fruits and vegetables value chain upgraded	Grants for value chain upgrading investments and innovation						Project Monitoring reports	Quarterly	Finance Manager
	Amount disbursed on value chain upgrading- Money (USD' 000)	0		1 000	2 900	3 900			
	Amount disbursed on innovation - Money (USD' 000)	0		360	1 200	1 560			
	Total number of persons receiving grants for value chain upgrading - Number of people	0		5 000	5700	10 700			

Results Hierarchy	Indicators				End Target (phase 2)	Cumulative End target with AF	Means of Verification		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target (phase 1)			Source	Frequency	Responsibility
	Total number of persons receiving grants for innovation - Number of people	0			2 400	2 400			
	Number quality standards certificates issued						JSMO reports	Annually	JSMO
	Certificates issued- total - Number	0	90	150	100	100			
	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed						The M&E system	Annually	M&E officer
	Number - Number	0	1	4	4	4			
Outcome 2 Enhanced farmer resilience to climate change	3.2.2. Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices								
	Households - Percentage (%)				25%	25%			
	Total number of household members - Number of people				1 504	1 504			
	Increase in crop value/unit of water						DOS	Baseline and Completion	
	Ratio - Ratio (%)	0.46		0.55	0.55	0.55			
Output 2.1 Farmers learn to manage natural resources and face climate-related risks	3.1.1. Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks								
	Total size of groups - Number of people				2 650	2 650			
Outcome 3 Microenterprises and SMEs invest in a productive or income-generating activity	1.2.5 Households reporting using rural financial services						MFIs and DEF reports	Annually	DEF and M&E officer
	Households - Percentage (%)		0	0	80%	80%			
	Males - Number		0	0	1 067	1 067			

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target (phase 1)	End Target (phase 2)	Cumulative End target with AF	Source	Frequency	Responsibility
	Females - Number		0	0	457	457			
Output 3.1 Access to sustainable and timely rural financial services enhanced (PRS 2013-2020)	Loans to microenterprises and SMEs								
	SMEs accessing loans - Number		0	30	1 260	1290			
	Amount of loans to microenterprises and revolving - Money (USD' 000)		1 630.5	3 261	900	4 161			
	Amount of loans to SMEs - Money (USD' 000)	0	1 050	2 100	3 600	5 700			
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services						MFIs and DEF reports	Quarterly	DEF and M&E officer
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Number	0	583	1 120	1 334	2 454			
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Number	0	250	480	572	1 052			
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	0	833	1600	1 906	3 506			
	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed						Project monitoring reports and studies	Semi-Annually	M&E officer
	Number - Number	0	1	4	4	4			

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

Summary of the financial results (JD)				
Grants for individual and groups activities (5 models):				
	Without project	With project	Incremental	FIRR
Model 1: Individual grower HMAPs	720	1,960	1,240	21%
Model 2 : Individual grower vegetables	193	226	34	113%
Model 3: non-HMAPs (dairy)	545	1,435	890	36%
Model 4: Group growers HMAPs cultivation	440	10,821	10,381	61%
Model 5: Group growers greenhouses	500	3,483	2,983	20%
Micro credit for individual activities (4 models)				
	Without project	With project	Incremental	FIRR
Model 6: Individual grower HMAPs	720	1,960	1,240	21%
Model 7: non-HMAPs (dairy)	545	1,435	890	36%
Model 8: Small-scale HMAPs packaging (individual model)	315	882	567	57%
Model 9: individual greenhouse	193	1,161	968	20%
Credit for small and medium rural enterprises (5 models):				
	Without project	With project	Incremental	FIRR
Model 10: Groups HMAPs cultivation	4,000	54,883	50,883	99%
Model 11: Groups packaging	2,400	27,100	24,700	44%
Model 12: Group growers greenhouses	1,000	6,966	5,966	20%
Model 13: Oil extraction	0	90,080	90,080	23%

Table B
Project costs and logframe targets

Project costs and indicators for logframe				
Total Project cost	39.175	m US\$	PMU	4.4 m US\$
Base Cost	37.027	m US\$		
Number of Beneficiaries 58 230	People	12484	HHs	
Cost per beneficiary (IFAD resources= US\$24.5 million)	421.5	US\$/person		
	1965.9	US\$/HHs		
Components and Cost (USD) million			Outcomes	Indicators
Component 1: Value Chain and enterprise development	\$24.47	Technical capacity and competitiveness of smallholder farmers and rural MSMEs enhanced	- 20% Increase in farm gate value of sales for smallholders	- 30% Increase in value of sales for supported MSMEs/group
Component 2: Rural Finance	\$10.26	Microenterprises and SMEs invest in a productive or income-generating activity	- 1290 SMEs accessing loans	- 2 454 men and 1 052 women in the project area accessing financial services

Table C

Main assumptions and shadow prices

Financial and economic prices			
		Financial	Economic
	Unit	JD	JD
Outputs			
Herbal medicinal and aromatic plants			
Fresh			
Sage	kg	0.8	1.1
Thyme (domestic market)	kg	0.8	1.1
Thyme (export market)	kg	0.3	0.4
Basil	kg	2.0	2.7
Tomatoes	kg	0.3	0.4
Baby cucumber	kg	0.4	0.5
Processed			
1st processing : drying			
Thyme (bulk)	kg	2.8	2.8
Sage (bulk)	kg	2.8	2.8
Basil (bulk)	kg	2.5	2.5
Sage (packaged)	kg	6	6
2nd processing			
Thyme mix (zatar)	kg	10	10
Sage oil	litre	2200	2,200
Thyme oil	litre	2200	2,200
Basil oil	litre	2800	2,800
Olive oil	litre	20	20
Herbal soap	unit	3	3
Herbal tea (25 bags)	pack	0.7	0.7
Livestock/dairy			
Milk	litre	0.7	0.7
Dry yoghurt	kg	9.5	10
Ghee	kg	7.5	8
Inputs			
Seedlings			
Sage, thyme	each	0.05	0.05 0
Fertilizer chemical			
Fertilizer organic			
Irrigation water	per m3	0.5	0.5
Labor			
Seasonal labor	per day	15	11
Full time labor	per month	200	140

		Financial and economic prices		
		Unit	Financial JD	Economic JD
Outputs				
Herbal medicinal and aromatic plants				
Fresh				
Sage	kg	0.8	1.1	
Thyme (domestic market)	kg	0.8	1.1	
Thyme (export market)	kg	0.3	0.4	
Basil	kg	2.0	2.7	
Tomatoes	kg	0.3	0.4	
Baby cucumber	kg	0.4	0.5	
Processed				
1st processing : drying				
Thyme (bulk)	kg	2.8	2.8	
Sage (bulk)	kg	2.8	2.8	
Basil (bulk)	kg	2.5	2.5	
Sage (packaged)	kg	6	6	
2nd processing				
Thyme mix (zatar)	kg	10	10	
Sage oil	litre	2200	2,200	
Thyme oil	litre	2200	2,200	
Basil oil	litre	2800	2,800	
Livestock/dairy				
Dry yoghurt	kg	9.5	10	
Inputs				
Seedlings				
Sage, thyme	each	0.05	0.05	0
Fertilizer chemical				
Fertilizer organic	kg	150	150	
Irrigation water	kg	7	7	
	per m3	0.5	0.5	
Labor				
Seasonal labor	per day	15	11	
Full time labor	per month	200	140	

Table D

Beneficiaries participating to project activities and phasing

Beneficiaries participating to project activities					
COMPONENT 1. VALUE CHAIN AND ENTERPRISE DEVELOPMENT	PY1	PY2	PY3	PY4	TOTAL
Farmers grouped in SCGs	1200	1800	1800	1200	6000
FFS created and supported	510	510	765	765	2550
Famers trained in agricultural practices and technologies	510	510	765	765	2550
Famers trained in business management	1448	1448	2172	2172	7240
Famers trained in income generating activities	1200	1200	1800	1800	6000
Professional farmers participating to market opportunities workshops	180	180	180	180	720
Grant financing					
Individual grants	198	198	219	-	615
Group grants	1 848	1 848	2 044	-	5 740
COMPONENT 2. RURAL FINANCE					-
Microenterprise financing	72	216	72	-	360
Small and medium enterprise financing					
Small enterprise financing	252	757	252	-	1 261
Medium enterprise financing	56	168	56	-	281

Beneficiary adoption rates and phasing

Enterprise financing (USD)

		PY1	PY2	PY3	PY4	TOTAL
Grant financing		1,320,000	1,320,000	1,460,000		4,100,000
Individual grants	30%	396,000	396,000	438,000		1,230,000
Group grants	70%	924,000	924,000	1,022,000		2,870,000
Microenterprise financing		180,000	540,000	180,000		900,000
Small and medium enterprise financing		720,000	2,160,000	720,000		3,600,000
Small enterprise financing	70%	504,000	1,512,000	504,000	-	2,520,000
Medium enterprise financing	30%	216,000	648,000	216,000	-	1,080,000
-						-
Number of loans and grants						
	Average loan size (USD)	PY1	PY2	PY3	PY4	TOTAL
Grant financing						
Individual grants	2,000	198	198	219		615
Group grants	6,000	154	154	170		478
Total grants						1,093
Microenterprise financing	5,000	36	108	36	-	180
Small and medium enterprise financing						
Small enterprise financing	10,000	50	151	50	-	252
Medium enterprise financing	50,000	4	13	4	-	22
Total loans		55	164	55	0	274
Success rate	70%					
Number of enterprises under the project (after success rate)						
	Average loan size (USD)	PY1	PY2	PY3	PY4	TOTAL
Grant financing						
Individual grants	2,000	139	139	153	-	431
Group grants	6,000	108	108	119	-	335
Microenterprise financing	5,000	25	76	25	-	126
Small and medium enterprise financing		-	-	-	-	
Small enterprise financing	10,000	35	106	35	-	176
Medium enterprise financing	50,000	3	9	3	-	15
-		38	115	38	0	192

Table E
Economic cash flow

Calculation of the overall EIRR of the REGEP AF (USD)										
	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	PY9	PY10-20
Total Incremental Net Benefits	-1,354,618	-1,762,862	-1,462,434	1,966,420	3,663,653	4,088,649	4,211,762	4,176,449	4,127,257	4,014,033
Total Incremental Costs	2,086,515	3,128,868	2,337,769	971,975	122,358	122,358	122,358	122,358	122,358	122,358
Cash Flow	-3,441,133	-4,891,730	-3,800,203	994,445	3,541,294	3,966,290	4,089,403	4,054,091	4,004,899	3,891,674
EIRR	21.8%									
NPV	\$11,498,762									

Table F

Sensitivity analysis

$\Delta\%$	Link with the risk matrix	IRR (%)	NPV @10% (USD M)
Base case scenario		21.8%	11,498,762
-20% in benefits	Combination of risks affecting output prices, yields and adoption rates	16.5%	6,172,799
-40% in benefits		10.9%	5,409,008
+10% in costs	Increase of construction material prices and trainings	20.6%	10,743,083
+20% in costs		19.4%	9,987,404
1 year delay in benefits	Delays in implementation	19.3%	9,224,020
2 years delay in benefits%		17.4%	7,501,153